

• **Les minorités nationales dans la lutte anti-capitaliste**

Texte de la commission minorités nationales. Adopté à l'unanimité du Conseil national, moins 8 abstentions (3 refus de vote)

I - La plupart des pays capitalistes d'Europe Occidentale comportent en leur sein des minorités nationales : pour la France, ce sont les Basques, Bretons, Occitans, Catalans, Corses. Les Etats bourgeois les oppriment au niveau de la langue et de la culture d'une part, au niveau économique d'autre part.

En effet, la situation économique de la plupart de ces régions de minorités nationales est catastrophique. La loi de développement inégal du capitalisme et le processus de concentration du Marché Commun expliquent : la stagnation ou la destruction des forces productives existantes, les expropriations foncières, les implantations militaires, l'exode massif des jeunes vers les grandes régions industrialisées.

Dans les plans d'aménagement du territoire de la bourgeoisie, la plupart de ces régions sont vouées aux rôles de réserve de main-d'œuvre et de matières premières, de désert touristique, et de terrain de manœuvre militaire.

Si cette exploitation économique n'est pas propre à ces régions, l'oppression culturelle et linguistique leur est par contre particulière : c'est la répression de la langue à l'école et dans toute la vie qui inculque une honte de soi-même, une dévalorisation de la façon de vivre, de la culture, et ceci, au profit de la langue et de la culture contrôlées par la classe

dominante. Cette oppression culturelle est une composante essentielle de l'idéologie dominante, elle sert à la bourgeoisie pour consolider et perpétuer sa domination économique. La source première de cette oppression n'est pas à chercher dans une certaine forme de « racisme » des Français contre les Bretons ou Corses, mais dans le besoin pour la bourgeoisie d'utiliser tous les moyens pour accentuer l'oppression principale, l'oppression de classe. Nous ne dénonçons pas nos bourgeoisies locales parce qu'elles auraient soi-disant trahi leur nationalité, mais parce qu'elles sont des bourgeoisies.

II - Les luttes des minorités nationales.

Face à cette situation, des mouvements s'organisent. De plus en plus, ils tendent à avoir une assise de masse. Certains sont entrés dans une lutte armée (Irlande, Euskadi Sud). Certains réclament pour leur pays une séparation d'avec l'Etat qui les domine, sous forme d'un statut d'autonomie ou même d'indépendance complète. On assiste incontestablement à un renouveau et à une radicalisation des mouvements nationaux en Europe, et, pour un bon nombre d'entre eux, à l'inscription de leur lutte dans la lutte des classes.

Ils ont un impact très profond dans les masses qui adoptent dans leurs luttes sociales les thèmes d'unité populaire

autour des problèmes de l'ensemble de la région, la conscience de l'identité culturelle étant un facteur puissant de cette unité populaire. La lutte culturelle, est très liée à la lutte économique. On assiste au développement rapide d'un mouvement de culture populaire (théâtre, chanteurs) qui en utilisant la langue nationale, donne un écho très large aux luttes économiques. Mais les dangers sont très graves de déviation nationaliste de ces luttes : certains de ces mouvements visent à rassembler sous la bannière du nationalisme petit bourgeois des couches sociales dont les intérêts sont antagonistes : prolétariat et couches moyennes en voie de prolétarisation d'une part, moyenne bourgeoisie menacée par l'implantation récente et massive du capitalisme monopoliste dans ces régions d'autre part. Le danger de chauvinisme nationaliste a toujours menacé les mouvements des minorités nationales et doit être combattu.

III - Les grandes lignes de la stratégie.

Puisque la source de l'oppression des minorités nationales réside d'abord dans une oppression de classe, la stratégie ne saurait être autre qu'une stratégie de classe. Le combat contre cette forme de domination impérialiste doit être mené non pas dans une perspective nationaliste, qui servirait les intérêts de la bourgeoisie et dévierait la lutte populaire dans une impasse, mais dans une perspective révolutionnaire au niveau français et européen.

1 - Ce n'est que par la révolution socialiste que les peuples dominés pourront se libérer. Elle seule permet d'acquérir la maîtrise des moyens de production et de distribution pour que chacun puisse vivre et travailler dans son pays. C'est la libération économique qui permettra une réelle libération culturelle et politique et non l'inverse.

2 - Non au nationalisme qui éloigne les

peuples.

Oui à l'internationalisme qui les unit.

Non à la stratégie de Front National, c'est-à-dire à une alliance des ouvriers et paysans avec les bourgeoisies nationales et sous la direction politique de celles-ci. Tous les nationalismes courent le risque de détourner la lutte des exploités contre les « étrangers », plutôt que contre les classes bourgeoises. Les stratégies de front national doivent être totalement exclues dans les luttes nationales que nous connaissons à l'heure actuelle en France. (Le cas est différent pour le Vietnam ou la Palestine, où la libération nationale est le combat primordial de la lutte anti-impérialiste aujourd'hui ; pour l'Irlande et le Pays Basque, c'est une question d'appréciation du rapport des forces que doivent seuls régler les travailleurs dans ces nations).

La lutte pour le socialisme en France doit inclure les revendications des minorités nationales, mais elles ne passent pas aujourd'hui par la libération nationale préalable de la Bretagne ou de l'Occitanie. Les exemples africains montrent bien comment les indépendances politiques formelles ne règlent rien mais permettent au contraire l'accentuation de la domination impérialiste.

3 - Le véritable internationalisme suppose le droit à l'autodétermination et le droit de libre séparation de tous peuples et nations : ce droit (qui n'est pas une obligation) dépend évidemment de la situation spécifique de chaque minorité.

4 - Les luttes des minorités nationales sont une des composantes essentielles de la lutte pour la destruction des Etats capitalistes européens (voir les problèmes posés à l'Etat espagnol et à l'Etat britannique par les luttes d'Irlande et d'Euskadi du Sud). La plupart de ces Etats reposent sur le mythe de l'unité nationale une et indivisible, qui n'est qu'un moyen de masquer les contradictions de classe.

La répression très violente dont sont victimes les militants de ces mouvements, accusés de porter atteinte à l'intégrité du territoire, est une preuve supplémentaire de l'importance de ce combat contre l'Etat bourgeois. En conséquence notre stratégie vise à unifier les luttes des classes populaires de Bretagne, Euskadi... entre elles, et avec celles des autres régions. Les revendications nationales de ces régions ne sont pas concurrentes entre elles, elles s'attaquent au contraire au même ennemi et leur intérêt est de s'unir. De même, les intérêts des travailleurs des autres régions convergent avec ceux des minorités nationales, et c'est leur union qui est seule capable de détruire les Etats bourgeois.

IV - Les grandes lignes de l'action.

Elles découlent de la stratégie adoptée.

1) Développement et unification des luttes concrètes :

C'est à partir des luttes ouvrières et paysannes que pourront se créer les conditions de l'autodétermination des minorités nationales. Ce sont elles qui permettront à la revendication nationale de se développer sur les objectifs et sous la direction des classes populaires, et qui empêcheront de la récupérer, sous sa forme ancienne (notables) comme sous sa forme moderniste (J-J S-S). Aucune concession ne doit être faite aux bourgeoisies locales qui seraient toutes prêtes à prendre la tête d'Etats formellement indépendants où les rapports de production capitaliste subsisteraient.

2) Combat contre le nationalisme :

Il est à mener :

a) dans les minorités nationales, pour éviter toute solution de collaboration de classe. Si certaines actions ponctuelles communes sont possibles à l'heure actuelle avec les mouvements

nationalistes dans des luttes défensives aucune concession ne doit leur être faite sur le fond et sur les actions offensives (même si leurs paroles sont socialisantes).

L'action des militants révolutionnaires des minorités nationales doit contribuer à inscrire les luttes qui s'y déroulent dans le cadre de la lutte des classes ;

b) au niveau des nations actuelles : si on ne veut pas que la révolution aboutisse à des Etats calqués sur les nations actuelles qui perpétueraient l'oppression des minorités nationales (comme c'est le cas dans la plupart des Etats socialistes à l'heure actuelle), il faut combattre dès aujourd'hui le chauvinisme français, le mythe de l'unité nationale et de l'intérêt national qui ne sont que des camouflages à la fois de l'existence des minorités nationales et des contradictions de classe.

3) Autonomie des luttes :

Ce sont les travailleurs bretons ou corses qui se libéreront eux-mêmes. Ils n'ont que faire d'une libération octroyée par Paris. Si on reconnaît leurs droits à l'autodétermination dans le socialisme, on doit reconnaître leurs droits à l'autodétermination de leur lutte pour renverser la bourgeoisie et la leur en particulier. De même que le parti révolutionnaire reconnaît l'autonomie du mouvement de masse des femmes, des immigrés, etc., il reconnaît celle des minorités nationales.

V - Les propositions pour le PSU.

Le rôle d'un parti organisé au niveau français est de reconnaître la réalité et l'importance de ces luttes dans sa pratique et sa stratégie ,

— de favoriser la convergence entre elles, comme nous l'avons commencé à Narbonne, en leur offrant un cadre de débat et un soutien organisationnel ;

— de définir à partir des propositions des militants des régions concernées, la stratégie en ce domaine, en leur laissant toute autonomie pour sa mise en

pratique ;
— de faire prendre conscience à la classe ouvrière française que la lutte des minorités nationales pour leur libération, et le combat qu'elle mène contre la bourgeoisie française sont un élément important de sa propre libération.

Il n'y a pas contradiction entre la lutte de la classe ouvrière française et celle des minorités nationales, mais au contraire convergence.

Problème des structures du parti.

Dans la situation actuelle, la dissolution des fédérations de Bretagne, Pays Basque, Pyrénées-Orientales, Corse et Occitanie est exclue. Face à un adversaire fortement centralisé au niveau des Etats actuels, il est absolument nécessaire de les affronter à ce niveau et pas en ordre dispersé. Par contre, les militants des régions de minorités nationales doivent avoir une autonomie très importante :

— dans les luttes contre l'oppression culturelle évidemment,
— mais aussi dans les luttes économiques. Ils sont les seuls à pouvoir définir exactement la façon d'intégrer les luttes des minorités nationales dans leur stratégie révolutionnaire.

La coordination des différentes fédérations d'une même minorité (Occitanie et Bretagne recouvrent plusieurs fédérations) est absolument nécessaire.

Des conférences régionales internes au PSU auront lieu dans les mois qui viennent pour débattre à partir de ce texte et en préciser très concrètement les conditions d'application dans leur région.

Texte présenté par les camarades suivants de la commission :

BALENT André (Pyrénées-Orientales),
BENOIT Bernard (Aveyron),
FARENC Jean (Tarn),
ESPIAU Annick (Hérault),
LATASTE Laure (Gironde),
GIBOU Jean-Luc (Béarn),
LOMPUECH Daniel (Lot),
MELLIET André (Aude),
MALLET Serge (membre de droit Paris),
CARO Guy (Com. Nat. Minor. Nationales),
CABANES Alain (secrétaire commission),
FONTES Michel (Com. Nat. Minor. Nationales),
MAUBUISSON Jacques (Com. Nat. Agricole),
MALIE Jean (Aveyron),
GUERCHE Christian (Bureau National).